

deux mois de prison, l'autre à deux mois et demi. Pourquoi cette différence ? Je n'en sais rien. Effet du hasard.

— Ce n'était pas la peine, direz-vous, de leur donner des clystères de fumée de tabac !

Je suis de votre avis. Il est possible que ce ne fut pas la peine, mais c'est comme cela chez les peuples civilisés. On empêche les gens de se jeter à l'eau ; on veut qu'ils vivent, bon gré mal gré ; et de plus, qu'ils vivent bien : le tout par philanthropie. Le cas échant, même, on les somme trois fois d'avoir à vivre ; après quoi, on leur tire des coups de fusil pour les contraindre à vivre ; toujours par philanthropie.

Mais revenons.

Aux termes dits, Ripopette et Maclou sortirent de prison. Comme le philanthropisme leur avait été fort peu profitable ; que d'ailleurs l'hiver commençait ; que l'eau était trop froide alors, et qu'il n'est vraiment agréable de se noyer que pendant l'été, il leur fallut s'ingénier d'autre façon à vivre ou à mourir. Tous deux, quoique séparés encore, avaient eu la même idée, idée fort ingénieuse, comme vous allez voir.

C'était par un brouillard épais, à la chute du jour, sur un chemin de la Vendée. Ripopette aperçut quelqu'un, et Maclou aperçut quelqu'un.

— Halte-là ! Ta bourse, et crie : « Vive Henri VI ! »

Ils disent et se couchent en joue.

Ce quelqu'un, en effet, c'était Maclou pour Ripopette, et Ripopette pour Maclou.

— Eh ! quoi ! c'est toi !

— C'est toi !

— Que fais-tu maintenant ?

— Je fais du trône et de l'autel. Et toi ?

— Moi aussi ; je me suis mis chouan.

— Avec qui ?

— Avec Diot. Et toi.

— Moi, je travaille à mon compte.

— Embrassons-nous.

En effet, ils s'étaient mis chouans. C'est un fort bon état par le temps qui court. On peut même dire qu'avec celui de roi, c'est le meilleur connu. Toutefois, il ne suffit pas d'être roi, ni d'être chouan. Il faut être bon roi, il faut être bon chouan ; il faut briller dans la partie. Et, par malheur toujours, Maclou n'avait pas de dispositions ; il vous tuait les passants, tout simplement, tout bêtement ; il en tuait même beaucoup, mais comme eût pu le faire un brigand ordinaire. Ce n'était pas cela. Aussi qu'advint-il ? qu'il fut pris et occis juridiquement, malgré la protection puissante que lui accordait Ripopette. Il finit prosaïquement. Quant à Ripopette, oh ! ce fut bien autre chose. Ripopette ne se borna pas à tuer les passants pour avoir leur monnaie et leur inspirer l'amour de la légitimité. Ripopette fit mieux, il attaqua les diligences, incendia, viola, chauffa. Ripopette avait toujours été ambitieux. Il se fit donc un nom terrible, à l'égal de Diot ; si bien que, pour se débarrasser de lui, l'autorité, ne pouvant le prendre, le cajola, l'amadoua, l'amnistia et le gratifia très largement.

Après cela, vous qui cherchez à parvenir, ayez donc les goûts simples, les mœurs douces, et le cœur désintéressé de l'infortuné Maclou !

Et maintenant Ripopette est heureux ; il a une place je ne sais où, et il sollicite la croix d'honneur.

Qui sait ?

C'est ainsi qu'a commencé la noble souche des Montmorency.

H. DE BALZAC.

LA DOCTRINE DE MARX

ET LE NOUVEAU

PROGRAMME DES SOCIAL-DÉMOCRATES ALLEMANDS

Sur quoi donc se base la supposition de l'égalité des échanges pour Marx et pour les économistes ?

Sur une abstraction, ou plutôt sur une série d'abstractions.

Marx fait abstraction de la nature et des mobiles réels de l'homme, de la nature et des qualités spécifiques du travail ; de la nature et de l'utilité spécifique des choses ; enfin de toutes les circonstances qui précèdent, accompagnent et suivent la production.

L'ouvrier vend sa force de travail pour ce qu'elle coûte à entretenir. Pourtant d'autres éléments concourent à la détermination des salaires : Marx les ignore. Il supprime tout court les différences qualitatives entre les travaux, réduit tous les travaux, même artistiques, intellectuels, d'invention ou professionnels, à un travail abstrait, indistinct, égal et rudimentaire.

La quantité de travail que la production d'une marchandise a coûtée au travailleur, ou plutôt la quantité de travail qu'elle aurait dû coûter au moment de l'échange, — le travail socialement nécessaire — détermine la valeur d'échange de la marchandise ; laquelle valeur d'échange est « une chose mystérieuse, un hiéroglyphe social, etc. »

Là-dessus d'autres suppositions. D'abord celle d'un marché universel où les marchandises particulières ne sont que les parts exactes d'une marchandise universelle. Ces capitaux et individus sont d'une mobilité extrême et toujours par hypothèse toutes les difficultés de passage d'une industrie à l'autre, d'un pays à l'autre sont supprimées ; les distances, les coutumes, les sentiments, l'ignorance disparaissent ; partout la circulation et le mouvement perpétuel. Nous nous sentons transportés dans le plus idéal, le plus utopique, le plus absurde et le plus mystique des mondes. Marx emprunte sa terminologie et ses comparaisons à la théologie et à la mythologie. Les hommes perdent leur corporalité. L'ouvrier devient une force de travail, le capitaliste un agent d'accumulation, ou du « capital personnifié ». Le marchand, le propriétaire, sont des *personnes idéologiques, ombres du capitaliste* : ils se contentent de la part de butin que leur cède l'exploiteur direct du travail.

Et tout ce brouillamini, toutes ces fantasmagories ont pour but, louable sans doute, de combattre plus efficacement le capitalisme, en le chargeant de tous les crimes, de toutes les iniquités des autres classes de la société.

Marx vécut à un moment de développement gigantesque du capitalisme, et dans la patrie même du capitalisme, en Angleterre. Il vit parfaitement ce que les autres institutions, — l'Etat, la famille, etc., — avaient d'injuste et de caduc ; mais il voulut les subordonner au capital. En d'autres termes, il voulut donner une tête au système bourgeois pour la trancher d'un coup ; il fit de la question sociale un nœud gordien, dont il put être l'Alexandre.

Pour ce faire, il n'eut qu'à s'en tenir exactement aux enseignements de l'économie politique.

Celle-ci, ne pouvant justifier les iniquités sanglantes de l'organisation économique sortie de la Révolution française, avait pris le parti d'en ignorer au moins une bonne partie. Elle avait imaginé une société fantastique, où tous les hommes rivaliseraient d'activité et d'intelligence, sans être entravés par l'accaparement des sources et des instruments du travail. De cette hypothèse, l'économie politique avait déduit que puisque les hommes sont libres d'acquiescer des richesses, il n'y a qu'à les laisser faire ; sans doute, à la longue, les inégalités originaires se corrigeraient, et chacun se trouverait récompensé selon son mérite.

D'après cette théorie, le capital n'est que du travail accumulé et la rente n'est pas comme élément du prix des produits. On avait fait d'autres découvertes également étonnantes, dont la plus étonnante était que (ceci pour ceux

qui ne seraient pas contents !) les rapports économiques en général, la répartition des richesses en particulier sont réglés par des lois fixes et inébranlables ; qu'on ne peut y apporter des changements sans détruire l'harmonie de la création et sans s'attirer la colère et la vengeance de ces mêmes lois, assez puissantes pour remettre d'elles-mêmes les choses en ordre en rejetant le bâton lancé dans leurs rouages.

Et Marx crut à ces lois, et il répéta qu'elles étaient fixes et inébranlables ; mais — hégélien impénitent qu'il était — il ajouta qu'elles s'ébranleraient et se détruiraient d'elles-mêmes ; le capital s'accumulant à un pôle et le travail au pôle opposé de la société. Le choc, c'est-à-dire la révolution serait inévitable ! Mais Marx, tout révolutionnaire qu'il se déclara, croyait à la formation d'un embryon de société collectiviste, grâce à la centralisation des capitaux, dans les entrailles de la société capitaliste. Et après lui Engels et *tutti quanti* ont prétendu que la production est réellement *socialisée* aujourd'hui, et qu'il ne reste plus qu'à *socialiser* la distribution. Au fond, le fatalisme économique de Marx et de ses disciples est éminemment anti-révolutionnaire.

Enfin, comme l'économie politique aboutit au libéralisme, c'est-à-dire à la dictature bourgeoise, Marx aboutissait à la dictature du prolétariat et au réformisme social-démocrate.

On aperçoit le lien logique entre les théories et les faits !

II. — Le nouveau Programme des Social-Démocrates allemands.

Conçu entièrement dans l'esprit marxiste, ce programme ignore ou à peu près la question de la propriété foncière, des différentes formes d'exploitation commerciale et politique ; il ignore tous les grands phénomènes du monde économique moderne, entre autres le protectionnisme et les coalitions industrielles ; et après avoir déclaré que « la tâche et le but de la social démocratie est d'éliminer les causes » de l'exploitation de l'ouvrier, il s'engage dans une énumération des réformes économiques et politiques compatibles avec le régime actuel, notamment les lois sur le travail, la législation directe, l'arbitrage international et autres de même farine.

Il s'en faut de beaucoup qu'un tel programme — nous parlons ici de la partie théorique — puisse convenir à un pays exclusivement industriel et commercial, comme les Etats-Unis. Mais en Allemagne, où le féodalisme est encore debout, où les souverains et les nobles ne portent pas de vains titres, mais possèdent une partie considérable du pays, où le souvenir de leurs usurpations est encore gravé dans la mémoire des populations, où subsistent encore des institutions et des privilèges dignes du moyen âge, tels que les fidéicommiss et le règlement concernant certaines classes inférieures de travailleurs (*gesindeordnung*) ; en Allemagne, disons-nous, l'ennemi est toujours la grande propriété foncière, parce que sur la base de la grande propriété foncière est assis tout l'édifice social, le gouvernement d'abord, et même le capitalisme.

Le protectionnisme, les coalitions industrielles, le militarisme et la bureaucratie tirent leur origine de l'influence prépondérante de la grande propriété foncière, c'est-à-dire de l'aristocratie, qui est la plus fermée, la plus compacte et la plus exclusive des aristocraties vivantes, en même temps qu'elle s'est prévalu largement de la faculté, qui lui a été faite en 1807, de se livrer aux occupations industrielles et mercantiles.

* Aux Etats-Unis, la grande propriété foncière se constitue comme en Allemagne, mais en proportion plus vaste. Tel propriétaire, un Anglais, entre parenthèses, y possède un domaine de 800,000 hectares.

Rien que le petit tableau suivant, indiquant le nombre de fabriques situées sur les gros domaines, prouve à quel point le capital est solidaire de la propriété :

102 sucreries — 2,546 distilleries — 383 amidonneries — 1,817 moulins — 322 brasseries — 2,627 tuileries dont :

34 sucreries — 1,167 distilleries — 111 amidonneries — 1,106 moulins — 208 brasseries — 1,354 tuileries appartiennent à la noblesse.

Un fait encore plus caractéristique est le grand nombre de fidéicommiss fondés dans les derniers vingt ans ; et en général l'étendue immense des domaines et de la grande propriété foncière en certaines parties de l'empire ¹.

Il est évident que ni la critique du capital ni la législation du travail, ni la tactique en général de la social-démocratie ne sont des armes propres à combattre cet état de choses.

Aux dernières élections générales les social-démocrates n'eurent point de voix dans les provinces de l'est de la Prusse, où domine précisément la grande propriété. Cela eut le don de les émouvoir, et à Halle on décida de rédiger une brochure pour les paysans et tâcher de les amadouer pour les élections prochaines. Le fait est que le socialisme marxiste reste nécessairement étranger à toutes les questions qui intéressent la classe des paysans : il ne s'adresse à elle que par intermittence, ne s'occupe d'une façon suivie et efficace que du capital et des ouvriers de la grande industrie.

Le paysan, à son tour, hait la politique ; il hait les abstractions, les fictions, les irresponsabilités du système représentatif.

Pouvoir pour pouvoir, il adhère à celui du propriétaire — pouvoir plus proche, plus tangibles, plus capable de se faire obéir, mais aussi plus humain parfois, parce que personnel.

Il y a donc conflit réel entre la population agricole et la social-démocratie. Les libertés et les droits politiques que réclame celle-ci *aggiarant, comme cela s'est vu dans le passé, le fardeau des impôts et des services qui pèsent sur le dos du paysan (2)*. Celui-ci a une crainte instinctive de la conquête du pouvoir par le quatrième état ; car, naturellement, lui serait le cinquième.

Rappelons encore une fois ce qui arriva en 1848.

En cette année, le paysan allemand commença par se révolter, à la nouvelle des insurrections des villes, et prêter main forte à ses frères de l'industrie. Il chassa les gardes forestiers et champêtres, assaillit le château du seigneur, brûla les registres des impôts et des hypothèques, se vengea des usuriers, déposa les bourgmestres et les juges. Tandis que les ouvriers des villes projetaient des constitutions, lui se refusait à payer les fermages et les impôts. Il se disait que si l'on avait aboli la coalition féodale, c'était que la terre allait lui appartenir ; et lorsqu'on décréta le passage à l'Etat des domaines usurpés par les princes, il crut sérieusement qu'on allait les partager et lui donner sa part. De tous les actes du gouvernement révolutionnaire, il ne s'intéressa vraiment qu'à l'abolition des dîmes, au règlement des charges, des forêts, de la chasse, et tout au plus au conseil de sa commune. Quant au parlement, il se demandait s'il était composé d'infanterie ou de cavalerie !

¹ La grande propriété agricole prend, dans les sept provinces de l'est de la Prusse, 42 p. c. du terrain cultivé ; dans le Mecklembourg-Schwérin 59,9 et 61 p. c. dans le Mecklembourg-Strélitz. La moyenne pour toute l'Allemagne est de 24,4. Les 2,498 propriétaires de plus de 1,000 hectares (à part les compagnies, communes, etc.) réunissent 5,320 domaines de 4,684,254 hectares et 39,968,169 marks de rente imposable.

² Qu'on songe à la facilité avec laquelle les communes ont contracté des emprunts pour des entreprises dont le principal but et résultat a été d'augmenter la valeur des propriétés.

Lorsqu'il se vit trompé dans ses espérances, lorsqu'il vit à qui profitait, en réalité, l'abolition des dîmes, ainsi que les autres réformes, lorsqu'il fut rassasié d'élections : élections pour le parlement national, élections pour les jurés, pour les bourgmestres, pour les conseils communaux, provinciaux, districtaux, etc..., il tourna le dos à la Révolution et celle-ci fut perdue.

Nous avons dit que les grands propriétaires sont aussi de grands industriels et de grands capitalistes. Nous pouvons ajouter que grâce à leur immense influence dans et sur le gouvernement, ils se font de grosses rentes au détriment des travailleurs.

Ici encore se révèle l'insuffisance de la théorie marxiste. D'après Marx, c'est la plus-value, l'excédent de la production sur les frais d'entretien de l'ouvrier, qui forme pour ainsi dire le *fonds des profits* à distribuer entre les capitalistes, propriétaires, commerçants, etc. Nous voyons, au contraire, que les profits de ces classes proviennent directement de la coaction exercée par l'Etat sur les citoyens — en un mot, de l'impôt.

Il est inutile de rappeler les vicissitudes du libre-échange et du protectionnisme en Allemagne et de philosopher à ce propos. Il suffit de dire que lorsque M. de Bismarck se décida à rompre avec la politique libre-échangiste de M. Delbrück, il déclara ouvertement le faire dans l'intérêt de la classe dirigeante.

Tâchons plutôt de nous faire une idée approximative du montant de la protection, afin de savoir dans quelle mesure elle contribue à l'entretien de la classe possédante et capitaliste, et de nous édifier sur la valeur relative de la protection minime que la législation du travail pourrait accorder à l'ouvrier !

On ne peut évaluer ce que les consommateurs payent en plus pour les droits sur les blés — mais on sait que l'augmentation des prix est supérieure au montant des droits. Le prix moyen du froment en Allemagne ou du moins dans l'ouest industriel du royaume, est maintenu par l'impôt, dans les temps ordinaires, de 30 à 40 marks au-dessus des prix anglais.

Il va sans dire que les droits ne bénéficient pas à la masse innombrable des petits propriétaires, qui, au lieu de vendre le blé, sont souvent obligés d'en acheter, mais profite exclusivement aux grands propriétaires ¹.

Après les droits sur les céréales viennent par l'importance ceux sur le fer. Ici encore une évaluation du bénéfice total qu'en retirent les propriétaires de mines et les grands industriels n'est pas possible. Mais on peut s'en faire une idée approximative en sachant que le bénéfice net de 89 compagnies monta entre 1879 et 1883 de moins de 10 à 25 millions de marks, et que le nombre des compagnies qui ne donnaient aucun dividende tomba dans la même période de 56 à 29. Les hauts prix du fer déterminèrent la spéculation et ensuite la crise de 1884.

Le gouvernement qui, en qualité de propriétaire et gérant de presque tous les chemins de fer, consomme une énorme quantité de rails, réservait les commandes aux industriels du pays, qui se faisaient payer de leurs « concitoyens » des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'ils demandaient à l'étranger. Le ministre Maybach fut pendant de longues années l'instrument de ce favoritisme ; ayant montré récemment quelque velléité d'y mettre un terme, il y perdit son portefeuille.

Nous ne possédons pas de données pour les droits sur les bois.

¹ En 1883 il y avait en Allemagne 4,043,238 propriétaires de moins de 6 hectares, ou 77 p. c., 554,147 de 5 à 10 hectares, et 678,931 de plus de 10 hectares ; 1,24 p. c. des propriétaires possédaient les trois quarts du sol cultivé.

Quant au sucre, le montant des primes d'exportation que la nation allemande a payées depuis 1871-72 à 400 fabricants de cet article, est estimé à 481 millions de marks.

On sait de quelle manière les fabricants sont parvenus, grâce au perfectionnement de la technique de l'industrie, à s'approprier une partie de l'impôt. La production du sucre, qui était de 186,442 tonnes en 1871-72, est montée en 1884-85 à 1,123,030 ; le nombre des fabriques de 311 à 408 ; l'exportation de 118,000 à plus de 5 millions et demi de quintaux. Tous les gros propriétaires du nord-ouest, qui ne fabriquent pas du sucre, fabriquent de la bière. Or, par un expédient analogue à celui de l'industrie du sucre, une bonne partie de l'impôt dont est frappé l'alcool bénéficie aux distillateurs, qui naturellement ont réussi à empêcher toute modification dans l'assiette de l'impôt. On a estimé à 41 millions de marks le cadeau fait ainsi aux *Kartoffel-Schnaps-Brenner*. Les distilleries à l'est de l'Elbe fournissent à elles seules 85 p. c. de tout le produit du pays ; elles se trouvent pour la plupart dans les mains de grands propriétaires, et les domaines sur lesquels il y avait des distilleries, ont haussé quatre à cinq fois de prix entre 1820 et 1860.

Les fabriques de bière donnent des dividendes de 15, 20, jusqu'à 55 p. c. ¹.

La prohibition des importations des viandes américaines était, comme on sait, une protection dissimulée sous des prétextes hygiéniques : elle constituait une autre aubaine pour les propriétaires agricoles, et en même temps une aggravation importante des dépenses des consommateurs pauvres. Elle vient d'être révoquée.

En gros, on a évalué que les impôts de consommation et les droits de douane enlèvent 600 millions de marks par an au peuple et 164 millions encore l'impôt sur l'alcool.

Voilà assurément un gros magot, qui ne provient pourtant pas de la « plus-value ».

A ceci il faudrait ajouter les 34 millions d'intérêt que l'Etat paie tous les ans aux porteurs de titres de sa dette (sans parler des dettes provinciales et communales) ; les 60 millions de pensions civiles, les subventions aux compagnies de navigation, les dépenses de la politique coloniale, faites aussi de l'aveu de M. de Bismarck, dans l'intérêt exclusif des capitalistes ; et puis les 7 à 8 millions de thalers que rend à la banque, ou plutôt aux banques, d'après l'économiste Wirth, le privilège de l'émission de billets, couverts seulement pour le tiers de leur valeur nominale par de l'argent ou des lingots.

Tout le monde sait que les budgets des Etats grandissent tous les ans, et tout le monde voit que les spéculations, les agiotages, les banqueroutes, les crises augmentent aussi en fréquence et intensité.

Nous renonçons à donner, faute d'espace, les autres détails de l'exploitation commerciale et politique ; mais nous pouvons poser le principe : que plus l'exploitation capitaliste proprement dite se restreint, plus grossissent l'exploitation commerciale et politique, la spéculation, les tripotages, etc. ; plus les profits du patron de fabrique diminuent, plus augmentent ceux du marchand, du banquier, du boursicotier. Il est puéril de vouloir améliorer le sort de l'ouvrier par de petites lois sur l'exploitation capitaliste, tandis que la classe dirigeante et possédante pille la masse du peuple par l'intermédiaire du gouvernement et de la Bourse tous les jours et avec une avidité et un succès croissants.

(à suivre)

S. MERLINO.

¹ La Patzenhofer-Brauerei de Berlin.